

*Les crédits*

Je ne parle pas de donner un chèque en blanc aux prestataires de l'aide sociale; je parle d'investir dans notre avenir, dans les citoyens du Canada, dans le pays lui-même en fait.

Nous devons investir dans la machinerie, les équipements, les nouvelles technologies et l'infrastructure. Nous ne pouvons tout simplement pas ne rien faire et espérer quand même survivre. Il nous faut contrôler cette mondialisation qui semble atteindre toutes les parties du globe. En tant que pays, nous devons dominer cette situation afin de nous assurer que ce ne soit pas le phénomène de la mondialisation qui nous contrôle, mais plutôt nous qui contrôlions la mondialisation.

Je dirais aux députés d'en face que les Canadiens ne peuvent pas atteindre un tel objectif individuellement. Il faudra que le gouvernement joue son rôle et qu'il aide les Canadiens à faire face à cette mondialisation et à la maîtriser au nom du Canada. Nous devons redonner sa vigueur au Canada et du travail aux Canadiens.

Le taux de chômage est trop élevé, peu importe les chiffres que vous pouvez me montrer. Je sais que Statistique Canada en a produit au cours des derniers jours. Il n'en demeure pas moins que le taux de chômage est trop élevé. Nous devons nous attaquer à ce problème avant tout.

Le chef de mon parti a élaboré et présenté des façons, fort raisonnables, à mon avis, de tenter de régler ce problème. Il faut d'abord trouver de l'emploi pour tous ces chômeurs. Ensuite, ils paieront des impôts et, par la suite, on pourra leur offrir les programmes de formation professionnelle dont ils ont besoin.

En plus de ses industries de transformation des ressources, l'Ontario possède aussi une industrie agricole qui fait face à une réelle crise. Celle-ci menace vraiment toute l'infrastructure des petites collectivités rurales de l'Ontario. Notre industrie agricole demeure l'une des plus importantes parmi toutes nos industries primaires.

Comme je l'ai déjà dit, comme je continuerai à le dire, et comme d'autres députés des deux côtés de la Chambre l'ont dit, pour qu'un pays connaisse la sécurité et soit fier —je sais que vous l'avez dit souvent, monsieur le Président —il faut qu'il ait un secteur agricole qui soutienne son économie.

J'estime que la souveraineté du pays est inextricablement liée à une industrie agroalimentaire florissante. Je regrette de dire cela, et je sais que vous en êtes conscient

parce que c'est la même chose dans votre région, mais l'Ontario rural est en train de fermer boutique du fait, justement, du déclin de nos industries agroalimentaires.

Nos agriculteurs sont les plus productifs du monde, et personne ne peut dire le contraire. Ils fournissent aux consommateurs canadiens des aliments de la plus haute qualité. Nos produits alimentaires sont de plus haute qualité que n'importe où ailleurs, et leurs prix sont raisonnables.

Je prétends que les Canadiens qui vont de l'autre côté de la frontière en pensant trouver de bonnes affaires dans le secteur alimentaire se leurrent. En fait, ils rapportent de la nourriture qui est de moins bonne qualité que ce que nous avons ici, au Canada.

Aucun autre pays ne peut prétendre cela. L'avenir de l'exploitation agricole familiale n'est pas menacé par l'inefficacité des agriculteurs canadiens ou par la mondialisation des échanges. Non, il est menacé par les problèmes du commerce international, par les accords commerciaux internationaux qui, même s'ils sont importants pour le Canada et pour certains secteurs de l'agriculture, ne devraient pas perturber nos programmes nationaux de commercialisation.

Le gouvernement doit se montrer plus sensible aux difficultés des agriculteurs. Au lieu de blâmer constamment les autres pays, nous devrions essayer de les battre à leur propre jeu et faire en sorte d'être capable de les concurrencer au niveau international. Nous devons investir dans l'agriculture.

En raison de la situation dans laquelle se trouve la collectivité agricole, et en raison de la mondialisation des échanges, ma circonscription de Haldimand—Norfolk est à un tournant. Nous nous trouvons devant une crise économique qui, à mon avis, menace notre prospérité actuelle et future.

J'estime qu'en tant que province et en tant que pays, nous pouvons progresser. Je vous dirais très sérieusement que le gouvernement doit prendre ses responsabilités et investir dans sa population.

• (1310)

Je sais que le gouvernement nous répondra qu'il y consacre déjà des milliards, mais je pense que nous devons être plus sélectifs dans notre approche. Je dirais que la première chose à faire est de remettre les chômeurs au travail en vertu de quelque programme, et de leur offrir formation et recyclage.